

**Zeitschrift:** Domaine public

**Band:** - (2007)

**Heft:** 1738

**Artikel:** Violence des jeunes, opportunisme politique : et un nouveau bouc émissaire commode pour Blocher

**Autor:** Delley, Jean-Daniel

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024374>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 21.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

des associations d'idées particulièrement pernicieuses. Comme si toute demande d'asile était abusive, comme si toute personne immigrée

recevant des prestations sociales les percevait abusivement.

Et comme si l'UDC avait une "explication" et une solution pour tous les problèmes des Suisses.

## Violence des jeunes, opportunisme politique

*Et un nouveau bouc émissaire commode pour Blocher*

Jean-Daniel Delley (02 juillet 2007)

Rouler les mécaniques, c'est la posture habituelle du chef du département fédéral de justice et police. Pas de surprise donc à l'annonce des mesures présentées vendredi dernier en riposte à la violence des jeunes. Répression toujours. Rien de nouveau, d'autant moins que ces mesures sont déjà en vigueur et ressortissent à la compétence des cantons. Qu'importe, l'essentiel est d'occuper le terrain, de

capitaliser les graves infraction commises par des mineurs ces derniers mois, de signifier à la population que le gendarme fédéral est bien présent et déterminé à agir. Et surtout de mettre en valeur le bouc émissaire, l'étranger. Bref c'est le chef de parti en campagne électorale qui s'est exprimé, et non le magistrat.

Thomas Kessler, le délégué bâlois à l'intégration, a bien

résumé la situation: «*En Suisse, celui qui cherche un suivi dans la prise en charge a intérêt à commettre un délit*». Ce ne sont pas les mesures de répression qui font défaut, mais bien une stratégie efficace de prévention. Faut-il rappeler que l'UDC, si soucieuse de résoudre le problème de la violence des jeunes, refuse systématiquement tout projet visant à favoriser l'intégration des étrangers.

## Faire cotiser les dividendes?

*Les premiers secours pour l'AI doivent passer avant la prospective sur le financement de la sécurité sociale*

André Gavillet (28 juin 2007)

Samedi déjà, les délégués du parti socialiste suisse seront saisis d'une proposition nouvelle: prélever 5% sur les dividendes pour financer l'AI, son fonctionnement et la réduction de sa dette, et mieux doter l'AVS. Pourquoi cette hâte sur des sujets qui sont au répertoire politique depuis longtemps?

Le programme économique du PSS, adopté en 2006, prévoit

pour le financement de l'AI et de l'AVS une hausse échelonnée de la TVA dans une perspective européenne. Depuis ont été engagés un référendum sur l'allègement de l'imposition des actionnaires et une initiative d'harmonisation matérielle pour les revenus supérieurs à 200'000 francs. Enfin, dans le débat au Conseil national sur le financement de l'AI, le PS, après avoir défendu la hausse des cotisations

salariales, s'est rallié à l'augmentation de la TVA (compromis de Flims) demandant même qu'elle ne soit pas limitée dans le temps. Alors pourquoi brusquement enfourcher un nouveau cheval de bataille?

La première explication est pédagogique. Le PS est conscient que la TVA demeure peu populaire dans ses propres rangs, les sondages le